



7

Effets des restrictions commerciales sur les résultats du marché du travail au Malawi selon le genre

par Henry Kankwamba*

Résumé

- Le Malawi, économie en développement sans littoral d'Afrique australe qui dépend fortement de l'agriculture pour ses exportations, attache une grande importance à la croissance économique par le biais du travail décent, du commerce agricole et de l'urbanisation. Parce qu'il a subi les aléas de plusieurs crises récentes, le pays constitue une étude de cas pertinente pour examiner les répercussions de la libéralisation des échanges sur les résultats du marché du travail.
- Le présent chapitre examine les effets des restrictions commerciales (sous la forme d'une progressivité des droits) sur le choix professionnel sur le marché du travail du Malawi selon le genre. Il cherche également à évaluer les répercussions de ces restrictions selon le genre dans les secteurs agricole et non-agricole au moyen d'un cadre de modélisation à l'échelle de l'économie.
- Les résultats de la modélisation indiquent qu'une évolution vers des restrictions commerciales, comme l'imposition de droits élevés, entraînerait de fortes pertes d'emplois dans le secteur agricole comme dans le secteur non-agricole. Plus précisément, des droits fixés à 50 pour cent détruiraient plus de 1 million de postes, et les femmes seraient les plus touchées sur l'ensemble du marché de travail mais de façon plus marquée dans l'agriculture. Il en ressort que les restrictions commerciales sur un marché du travail plus flexible font souvent augmenter le chômage.

Contexte et introduction

Le commerce peut contribuer de manière conséquente à la croissance agricole, au développement économique plus large et au travail décent. En outre, les spécialistes de la théorie du commerce s'accordent largement à affirmer que les restrictions commerciales peuvent nuire à la croissance économique. Cependant, les effets différenciés de telles restrictions sur divers segments du marché du travail et dans plusieurs secteurs économiques sont non seulement complexes mais aussi mal compris.

Le Malawi constitue une étude de cas pertinente parce que le pays s'est engagé à atteindre l'objectif de développement durable numéro 8 des Nations Unies («Travail décent et croissance économique») en améliorant la productivité et le commerce agricole par le biais d'une participation accrue aux échanges, de l'industrialisation et de l'urbanisation. Le cas du Malawi est non seulement tout à fait représentatif de la situation de nombreux pays africains, en ce qu'il a un faible revenu par habitant, une main-d'œuvre abondante et peu de ressources naturelles, mais il offre aussi un exemple d'un certain nombre de problèmes pratiques qui ont une incidence directe sur les restrictions commerciales et le marché du travail.

Le Malawi a été durement touché par la crise du COVID-19, dont les effets sur les échanges et le marché du travail du pays n'ont pas encore été totalement analysés, et ses marchés des intrants et des produits de base ne sont pas complètement concurrentiels. Malgré la mobilité de la main-d'œuvre et une migration active au sein des districts et entre eux, la productivité n'a pas augmenté dans l'agriculture. Il existe toujours des acheteurs et des vendeurs uniques de produits de base exportables, et des cas de travail forcé ont été constatés. Par ailleurs, le pays a l'habitude d'imposer des politiques ad hoc, comme des interdictions commerciales, qui ont des effets de distorsion considérables sur les facteurs clés de la production, à savoir le travail et le capital. Remédier à ces problèmes pourrait s'avérer très bénéfique pour ouvrir une trajectoire de croissance économique plus durable.

Pour un pays dépendant de l'agriculture comme le Malawi, une productivité totale des facteurs plus élevée est souvent liée à une croissance économique plus forte. La suppression des restrictions commerciales sous la forme d'une diminution des droits pourrait toutefois modifier la structure du marché du travail en l'ouvrant à la concurrence étrangère. Une analyse *ex ante* théoriquement cohérente couplée à une méthode de modélisation basée sur des données micro-économiques peut mettre ces mécanismes en évidence.

Question de recherche et méthodologie

Le présent chapitre examine les effets de restrictions commerciales hypothétiques sur les résultats du marché du travail selon le genre. Plus précisément, il évalue l'incidence de telles restrictions sur le choix professionnel dans les secteurs agricole et non-agricole, ventilée par niveau de qualification et par sexe.

Un modèle type d'équilibre général calculable est utilisé, avec une microsimulation comportementale descendante s'appuyant sur des données microéconomiques pour le Malawi. La principale innovation de cette approche est de combiner l'évaluation d'impact ex ante avec une enquête représentative auprès des ménages au moyen de techniques économétriques ex post. Cette méthode mixte améliore les outils analytiques existants et aide à mieux comprendre les effets des politiques commerciales, puisqu'elle utilise des données d'enquête réelles dans sa microsimulation et que ses hypothèses de comportement sont théoriquement cohérentes.

Résultats et considérations politiques

Les résultats de la modélisation indiquent que l'imposition de restrictions commerciales nuirait davantage aux travailleurs non qualifiés qu'aux autres. Comme le montre la figure ci-dessous, c'est le secteur agricole qui enregistrerait les plus fortes pertes parmi les travailleurs non qualifiés comme qualifiés, avec une destruction de près de 1 million d'emplois, suivie de plus de 110 000 dans le secteur non-agricole. En plus des travailleurs non qualifiés, leurs homologues qualifiés seraient également touchés et perdraient plus de 300 000 emplois agricoles et plus de 44 000 emplois non-agricoles.

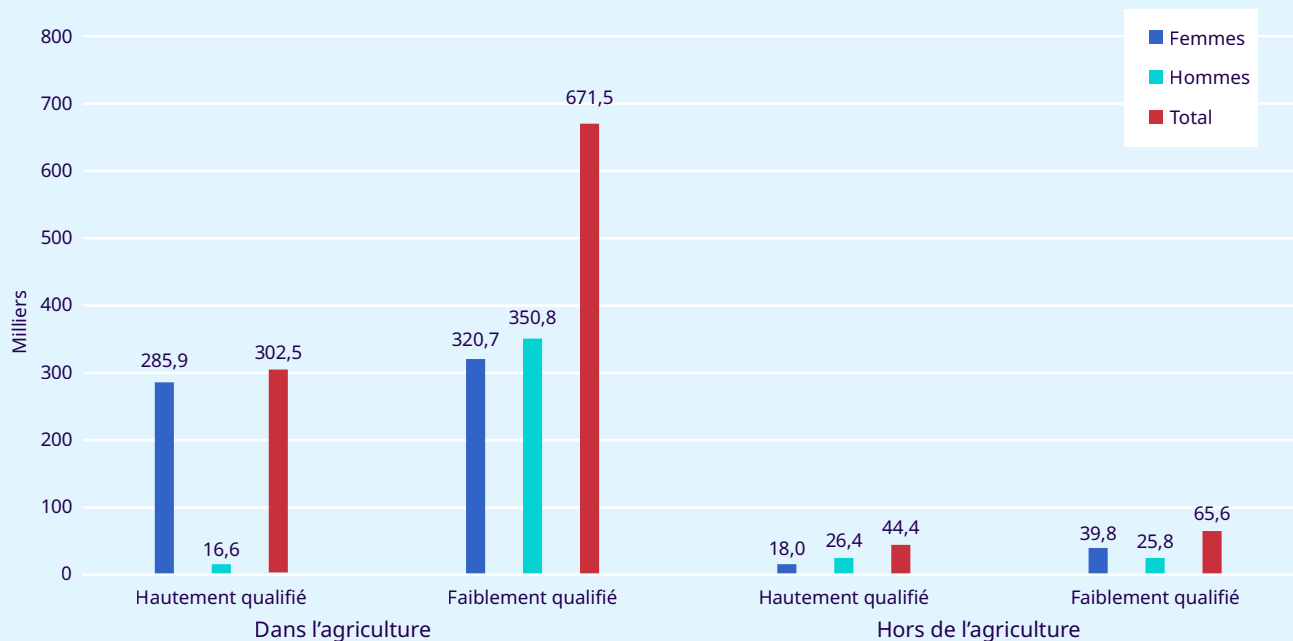
Les restrictions commerciales nuisent davantage aux femmes qu'aux hommes. Parmi les travailleurs non-agricoles au Malawi, des droits de 50 pour cent au régime de « nation la plus favorisée » pousseraient vers le chômage environ 40 000 travailleuses. Ce sont les femmes non qualifiées du secteur agricole qui risqueraient de payer l'addition la plus lourde, avec une destruction de près de 320 000 emplois. En outre, 18 000 emplois seraient perdus pour les travailleuses qualifiées non-agricoles. Ces résultats indiquent que les femmes sur le marché du travail, en particulier celles qui ont de faibles niveaux de qualification, sont les plus durement touchées par les restrictions commerciales.

La conclusion générale selon laquelle une évolution vers un régime moins libéralisé entraînerait davantage de pertes d'emplois et une hausse de la pauvreté et des inégalités correspond aux récents constats dans la littérature selon lesquels les économies plus libéralisées, sans trop de rigidités sur le marché du travail, pourraient tirer grandement parti du commerce. Une conséquence politique directe est que, afin de favoriser une croissance économique qui tienne compte des considérations de genre, les décideurs devraient prêter attention à la manière dont les marchés du travail réagissent aux changements de politique commerciale.

* Auteur:

Henry Kankwamba, Foresight and Policy Modelling Unit, International Food Policy Research Institute.

► **Nombre simulé d'emplois perdus au Malawi si des restrictions commerciales étaient imposées, à partir des résultats de microsimulation, dans l'agriculture et en dehors, par sexe et par niveau de qualification (milliers d'emplois)**



Scanner le code QR ou
cliquer ici pour accéder à
la publication intégrale

Organisation internationale du Travail
Route des Morillons 4
CH-1211 Genève 22
Suisse

E: sekerler@ilo.org

© OIT 2023